



No 32

POUR PUBLICATION IMMEDIATE  
LE VENDREDI 14 MAI 1965

Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. Paul Martin, a fait aujourd'hui la déclaration suivante au sujet de la seconde explosion nucléaire effectuée par la Chine communiste.

Cette nouvelle explosion dans l'atmosphère, malheureusement, était attendue depuis quelque temps en tant qu'élément du programme nucléaire chinois: elle ne constitue donc pas une surprise. Je tiens, cependant, à souligner avec quel regret et quelle inquiétude le gouvernement du Canada accueille cette nouvelle. Nous Canadiens déplorons cette nouvelle contamination de l'atmosphère terrestre, qui a eu lieu malgré l'opposition de l'opinion publique et des gouvernements dans toutes les parties du monde.

Cette seconde explosion accroît davantage l'urgence qu'il y a à arriver à une adhésion universelle au traité portant interdiction des essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, ainsi qu'à réaliser rapidement des progrès sérieux vers un désarmement général. Puisqu'un traité de désarmement général au complet devra finir par remporter l'adhésion de toutes les nations, ou du moins de toutes les principales nations militaires, nous continuerons

d'espérer qu'un jour Pékin appuiera les importants efforts consacrés à réaliser un tel traité.

Si les autorités de Pékin espèrent, par le moyen d'essais nucléaires, accroître leur influence sur d'autres pays asiatiques, je souhaite qu'elles se rendent bientôt compte que de tels efforts sont soumis à la loi des rendements décroissants et qu'elles s'orientent vers un alignement de leur politique d'essais sur celle que favorisent les grandes nations asiatiques voisines de la Chine. Je sais que des pays comme l'Inde et le Japon continueront de croire que des programmes nucléaires à fins pacifiques sont d'une plus grande valeur pour le bien-être économique de leurs peuples et du monde entier que des programmes nucléaires visant des fins militaires.